

2020 : l'Amérique au bord du gouffre

Rafael Jacob

2020 : l'Amérique
au bord du gouffre



Note de l'éditeur: Les Éditions Robert Laffont s'assurent dans leurs publications que tous les droits des personnes utilisés pour les fins de ce livre respectent les lois, notamment celles sur le droit d'auteur, celles relatives à la vie privée et aux normes d'utilisation équitable de ces droits. Les auteurs ont obtenu les droits permettant d'identifier et de reproduire les noms, les images et les commentaires des personnes mentionnées pour les fins littéraires et éditoriales du présent livre. En ce qui concerne celles qui n'y sont pas identifiées, nous les invitons à communiquer avec nous pour toute information. Il en est de même pour toutes les personnes dont le traitement éditorial des propos, opinions ou commentaires est rapporté dans ce livre. Toute autre utilisation des droits des personnes identifiées dans ce livre est interdite.

Supervision éditoriale: François Couture

Révision: Edith Cordeau-Giard

Correction: Noémie Thibodeau

Mise en pages: Édiscript enr.

Réalisation de la couverture: Luc Gervais

Dépôt légal: 3^e trimestre 2021

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

© Éditions Robert Laffont Ltée, Montréal, 2021

ISBN 978-2-924910-15-3

Table des matières

Préface.....	13
Préambule	
La créance.....	17
PARTIE I	
Le contexte: les quatre crises	
Chapitre 1	
La crise sanitaire.....	25
Chapitre 2	
La crise économique.....	63
Chapitre 3	
La crise sociale.....	83
Chapitre 4	
La crise démocratique.....	109
PARTIE II	
La campagne: la course à la Maison-Blanche	
Chapitre 5	
Les primaires démocrates: tous contre Bernie.....	127
Chapitre 6	
La « non-campagne »: de la fin des primaires aux conventions.....	149
Chapitre 7	
Kamala.....	159

Chapitre 8	
Les conventions : un exercice tout en contrastes	171
Chapitre 9	
Une bombe, à 50 jours du vote.....	179
Chapitre 10	
Premier débat marquant : la disgrâce sur scène	193
Chapitre 11	
Deuxième débat annulé : le président infecté	201
Chapitre 12	
Troisième débat posé : les dés sont jetés.....	213
Chapitre 13	
Le 3 novembre 2020	223
Chapitre 14	
Les lendemains du 3 novembre 2020	233
Épilogue	261

Annexes

Liste des principaux acteurs.....	271
Glossaire des principales entités et institutions	275
Résultats de l'élection présidentielle de 2020	279
Résultats des élections au Congrès de 2020.....	283
Notes	287
Remerciements	325

*À ma mère, Hélène, première auteure de ma vie,
pour qui l'année 2020 fut aussi un triomphe de la vie.*

Note

Ce volume contient deux carnets imagés.

Le premier, dans la première moitié du livre, illustre les quatre crises secouant les États-Unis en 2020.

Le second, dans la deuxième moitié du livre, présente le portrait et la perception de quatre citoyens américains provenant de différents horizons et de différentes régions, dans les jours précédant le début de cette année fatidique (crédit photo: François Couture).

Par ailleurs, le lecteur connaissant moins bien la politique américaine trouvera, dans les annexes à la fin du livre, aux pages 271 et 275, une liste des principaux acteurs ainsi qu'un glossaire des entités et des institutions principales dont il est question dans ce livre.

Préface

Cet ouvrage est en quelque sorte une suite (logique) à l'ouvrage précédent de l'auteur : *Révolution Trump*. Rafael Jacob nous racontait alors l'incroyable et, surtout, tout à fait improbable parcours politique de Donald John Trump, de candidat, quasi caricatural, à l'investiture républicaine de 2016 jusqu'à son accession inattendue à la Maison-Blanche à titre de 45^e président des États-Unis d'Amérique.

Ce premier mandat de Trump à la présidence a fait éclater toutes les règles de base que le poste imposait. L'éthique de travail, le rôle de leader, l'honnêteté, la courtoisie et la diplomatie du président étaient jusque-là rarement remis en question. Le président des États-Unis, républicain ou démocrate, se devait d'être le président de *tous* les Américains.

À l'aube de 2021, à la fin de son mandat, Trump avait déjà fait face à deux procédures de destitution. Il est le seul président des États-Unis à avoir été mis deux fois en accusation. Mais, plus important encore, le seul président à avoir été acquitté deux fois. Pour Trump, c'est là la seule réalité, laquelle nourrit le scénario d'une élection présidentielle truquée, qu'on lui a carrément volée.

On m'associe beaucoup aux chiffres, sans doute exagérément. Il est vrai que j'ai toujours aimé les mathématiques. L'étude des probabilités et des statistiques a d'ailleurs contribué à me faire détester les jeux de hasard, les casinos et les paris mutuels.

Pourtant, en échangeant avec Rafael Jacob, en janvier 2020, je lui confiai que je parierais gros sur la réélection de Donald Trump en novembre. À cette époque, un deuxième mandat semblait sourire au président. D'autant que la course à l'investiture démocrate, visant à désigner son adversaire, avait connu des ratés, qui avaient tourné à la discorde au sein du parti. L'auteur consacre d'ailleurs un long passage, bien documenté, à cette campagne à l'investiture démocrate.

Nous imaginons, en lisant ce segment, à quel point Joe Biden et Kamala Harris doivent se pincer encore aujourd'hui en réalisant qu'ils sont respectivement devenus président et vice-présidente des États-Unis.

À des moments cruciaux de la course, Biden et Harris n'apparaissent même plus dans les plans démocrates.

Début 2020, avec des statistiques sur l'emploi tonitruantes, des indices boursiers historiques, il eût été de mise de parier sur Trump pour novembre. Aucun adversaire, Biden inclus, ne faisait le poids devant le président sortant.

Seul un astéroïde venant percuter la planète Trump pouvait changer le cours de l'histoire.

Ce bolide, de taille microscopique, s'est alors amené, sans avertissement, pendant les premiers mois de 2020. Le nouveau coronavirus SRAS-CoV-2 a percuté la Terre, créant un choc multigénérationnel terrible qui n'a épargné aucun pays, aucun gouvernement, aucune société.

Durant les deux dernières semaines de mars, alors qu'apparaissent des événements inimaginables auparavant, comme la mise sur pause totale des sociétés modernes, Trump est apparu décontenancé, voire désemparé. L'auteur nous raconte ces interminables points de presse de fin d'après-midi lors desquels le président devait partager sa tribune avec le docteur Fauci ou la docteure Birx.

Le président a été vu, pendant ces exercices décousus, l'air hagard, marmonnant, se parlant à lui-même.

Un de ces après-midis, j'avais même souligné à Rafael Jacob qu'il répétait ceci à voix basse, derrière le D^r Fauci,

tel un mantra: « *We can't close! The USA can't close!* [On ne peut, comme ça, fermer l'Amérique!] »

L'auteur nous rappelle à juste titre que, dans les semaines qui allaient suivre, rien n'était pourtant perdu pour le président. Ses taux d'approbation ne semblaient pas ébranlés par l'évolution fulgurante de la pandémie. Puis, sans prendre conscience rationnellement de la gravité de la situation, sans plan ni stratégie à géométrie variable, l'infrastructure Trump s'est écroulée comme un château de cartes.

Si Trump ne s'était pas entêté à vouloir être Trump. Si le président avait su naviguer en se fondant *dans* la crise. S'il s'était montré rassembleur comme le dictaient les circonstances. S'il avait surtout démontré du cœur et de l'empathie envers les souffrances de ses concitoyens... alors l'issue de l'élection présidentielle aurait peut-être été différente. Qui sait ?

Ce livre de Rafael Jacob tombe à point. Les Américains (toujours en élections) sont conviés aux élections de mi-mandat en 2022. La lutte pour le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat nous promet encore des moments surréalistes où, avec Trump, tous les coups seront permis. Elle alimentera encore les spéculations sur la possible présence de Trump dans l'environnement de l'élection présidentielle de 2024.

La prise d'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021, à quelques jours de l'assermentation du nouveau président, a exposé au grand jour le véritable état d'esprit de Donald Trump et de ses partisans, qui demeurent convaincus que la Maison-Blanche leur a été usurpée.

L'auteur nous rappelle aussi combien la mort insensée de George Floyd a servi de révélateur à la société américaine, déjà durement secouée par la pandémie.

J'aime exposer à Rafael Jacob une hypothèse qui me vient souvent à l'esprit: « Et si, au fond, l'Amérique ne s'était jamais remise de sa grande guerre de Sécession ? »

S'étirant de 1861 à 1865, elle a presque fait disparaître la jeune nation des États-Unis. À travers toutes les générations

d'Américains semble subsister un morceau d'ADN qui renvoie directement à cette grande fracture de la société américaine.

Nous avons souvent tendance à regarder l'Amérique avec des jumelles à l'envers, qui laissent voir au loin un tout petit champ concentré.

Cet ouvrage de Rafael Jacob remet à la fois les pendules à l'heure et les jumelles à l'endroit.

PAUL HOUDE

Préambule

La créance

Il est 2 h 21. Les premiers bureaux de scrutin ont fermé il y a plus de huit heures, la veille, le 3 novembre 2020 en début de soirée, et l'issue de l'élection présidentielle américaine est impossible à déterminer. C'est à ce moment que le président sortant des États-Unis arrive derrière le podium de la Maison-Blanche pour prendre la parole.

Les deux candidats à la présidence s'échangent l'avance d'un État à l'autre depuis le début de la soirée. Au Collège électoral, qui détermine le vainqueur de la présidence américaine, sur 400 grands électeurs alors attribués, sept seulement départagent les deux candidats. Au chapitre du vote populaire, c'est un seul point de pourcentage.

Il reste encore des millions de votes à dépouiller – et la lutte se joue au coude-à-coude. Peu importe qui en sortira victorieux le fera à l'arraché, et aura devant lui un pays profondément divisé à gouverner. Le suspense le plus dramatique règne, non seulement autour du résultat final du scrutin, mais encore plus immédiatement autour de ce que dira le président sortant dans les prochaines minutes.

Le débat fait rage dans les salles de nouvelles aux États-Unis depuis des jours: devrait-on diffuser intégralement et en direct les propos de ce dernier? La question aurait semblé

absurde en temps normal. Or, nous ne vivons pas en des temps normaux. La présidence de Trump est tout sauf normale. Et 2020 n'est certainement pas une année normale.

Après des mois passés à gonfler ses partisans à bloc quant à la possibilité d'une élection « truquée » dont il serait victime, le président en est venu à forcer les médias américains à se poser une terrible question : ses paroles sont-elles trop dangereuses pour la démocratie américaine ? Le public américain doit-il être « protégé » des mots sortant de la bouche du dirigeant du monde libre ?

Les réseaux d'information choisissent en fin de compte de retransmettre son discours. Et ce qui était craint se produit.

« Des millions et des millions de personnes ont voté pour nous, et un triste groupe d'individus tente présentement de noyer leur droit de vote. Et nous ne l'accepterons pas », commence Donald Trump, avant même de remercier son épouse et de saluer sa famille, présente à ses côtés. Un discours avait été préparé pour l'occasion ; or, l'équipe du président, nerveuse, se rend compte en temps réel que ce dernier ne s'y tient pas.

Dans l'écart le plus important entre les remarques préparées et le discours prononcé, Trump lance : « Ceci est un embarras pour notre pays. Nous nous préparions à gagner cette élection... et nous avons, dans les faits, gagné cette élection. » Avec ces mots fatidiques, le président ne laisse aucune marge de manœuvre ; il n'y a pas de nuances possibles, pas de retour en arrière : il vient de s'engager de façon définitive, envers lui-même et envers ses légions de dizaines de millions de partisans convaincus, à ne pas reculer. Non seulement a-t-il déclaré victoire, mais il a directement lié cette annonce au sens de la patrie¹.

Il n'existe aucune obligation constitutionnelle pour un candidat présidentiel de « concéder » la victoire à son

adversaire – seulement une tradition remontant au télégramme envoyé après l'élection de 1896 par le démocrate William Jennings Bryan pour féliciter l'homme qui venait de le battre, le républicain William McKinley².

Depuis, certains discours de concession ont été plus mémorables que d'autres. « Ça fait trop mal pour rire, mais je suis trop vieux pour pleurer³ », déclarait le candidat malheureux Adlai Stevenson en 1952, s'inclinant face au général Dwight Eisenhower. L'expression avait même été reprise par un autre candidat malheureux, George McGovern, dans son propre discours de concession, alors qu'il venait de perdre 49 États sur 50 devant le président Nixon, en novembre 1972⁴.

Douze ans plus tôt, c'était Nixon qui avait eu à concéder la victoire, après avoir subi une défaite brutalement courte contre John F. Kennedy – ce qu'il avait initialement refusé de faire lorsqu'il avait pris la parole le soir de l'élection. La résistance de Nixon, alors que les résultats entraient toujours, avait créé colère et consternation dans la maison de Bobby Kennedy, où la famille entière était rassemblée et assurée de la victoire. « Pourquoi concéderait-il la victoire tout de suite? », leur avait rétorqué John F. Kennedy. « Je ne le ferais pas à sa place⁵. » Le lendemain matin, Nixon concédait officiellement la victoire, félicitant du même coup Kennedy.

Exactement 40 ans plus tard, en 2000, survenait la seule élection, depuis le XIX^e siècle, encore plus serrée que le duel Kennedy-Nixon – et le contraire se produisait. Le vice-président sortant Al Gore avait initialement concédé la victoire à son rival George W. Bush pendant la soirée, avant de se raviser et de plutôt lancer une longue bataille judiciaire qui allait s'étirer sur cinq semaines. Toutefois, après avoir perdu celle-ci par un verdict de 5 contre 4 à la Cour suprême, qui tranchait que Bush avait remporté la présidence grâce à une marge de victoire de 537 votes en Floride⁶, Gore, s'adressant à la nation, avait dit: « Bien que je sois fortement

en désaccord avec la décision de la Cour, je la respecte. Je respecte la finalité de ce résultat⁷. »

Puis, même après les huées peu distinguées de ses partisans à l'égard du candidat adverse, le sénateur John McCain avait donné un discours gracieux et élogieux, en 2008, après avoir mordu la poussière contre Barack Obama. « Le fait qu'il [Obama] ait inspiré les espoirs de tant de millions d'Américains ayant longtemps injustement cru qu'ils avaient peu d'influence dans l'élection d'un président américain est quelque chose que j'admire profondément, et je le félicite d'avoir accompli cela », avait déclaré McCain, solennel⁸.

Et, huit ans plus tard, même si elle avait dû être convaincue par le président Obama lui-même, Hillary Clinton, qui refusait initialement de concéder la victoire à Trump, avait finalement suivi la tradition le lendemain du vote, appelant ses partisans à garder un « esprit ouvert » devant le président élu, soulignant que la transition pacifique du pouvoir n'était pas uniquement « quelque chose que l'on respecte, mais quelque chose que l'on chérit⁹ ».

Ce que Trump, lui, venait de faire, au cours de cette nuit de toutes les tensions du 4 novembre 2020, comme tant de choses qu'il avait faites depuis son élection, quatre ans auparavant, était sans précédent. Déclarer victoire au monde entier alors qu'au mieux, l'issue était encore incertaine, était inédit. Le faire dans le climat hargneux qui s'était fomenté – et qu'*il* avait fomenté – tout au long de la dernière année était carrément dangereux.

L'année 2020 avait déjà vu une combinaison de crises historiques : la plus importante crise sanitaire en plus de 60 ans ; la plus importante crise économique en plus de 80 ans ; et la plus importante crise sociale en plus de 50 ans.

S'il y avait un triste *punch* à cette année, c'est que ces crises n'avaient peut-être que mis la table pour la quatrième,

la pire de toutes : la crise démocratique. Et le président venait de faire éclater cette dernière de façon irrémédiable.

Les États-Unis vacillaient comme jamais. Allaient-ils basculer... et nous entraîner avec eux ?